

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 maart 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 19 april 2010;

Gelet op advies 48.319/2 van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 48 van het koninklijk besluit van 1 april 2007 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, §§ 1 en 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en tot invoering van het OMNIO-statuut, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Indien het voldoet aan de in dit hoofdstuk gestelde voorwaarden, verkrijgt het gezin dat is samengesteld overeenkomstig de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 49, voor alle gezinsleden het OMNIO-statuut vanaf de eerste dag van het kwartaal waarin de voormelde verklaring op eer werd ingediend bij de verzekeringsinstelling en dit tot 31 december van het jaar volgend op het jaar van de indiening. »

Art. 2. In artikel 49 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Indien gedurende het tijdvak van opening van recht, bedoeld in artikel 48, § 1, de samenstelling van het betrokken gezin wijzigt, wordt het OMNIO-statuut, in afwijking van artikel 48, § 1, geopend tot 31 december van het jaar in de loop waarvan de voormelde wijziging heeft plaatsgevonden. »

Art. 3. Artikel 1 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2010.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juli 2010.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 mars 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 19 avril 2010;

Vu l'avis n° 48.319/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 48 de l'arrêté royal du 1^{er} avril 2007 fixant les conditions d'octroi de l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, §§ 1^{er} et 19 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et instaurant le statut OMNIO, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. S'il satisfait aux conditions fixées au présent chapitre, le ménage composé conformément aux dispositions de la section II du présent chapitre obtient, pour tous les membres de ce ménage, le statut OMNIO à partir du premier jour du trimestre au cours duquel la déclaration sur l'honneur susvisée a été introduite auprès de l'organisme assureur jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle de cette introduction, sous réserve de l'application de l'article 49. »

Art. 2. Dans l'article 49 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Si, pendant la période d'ouverture du droit fixée à l'article 48, § 1^{er}, la composition du ménage concerné est modifiée, le droit au statut OMNIO est, par dérogation à l'article 48, § 1^{er}, ouvert jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle intervient la modification susvisée. »

Art. 3. L'article 1^{er} produit ses effets le 1^{er} janvier 2010.

Art. 4. La Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 2010.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales
et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 2585

[C — 2010/29414]

17 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, notamment l'article 3;

Vu l'urgence motivée par l'article 4, dernier alinéa, du même décret précité qui dispose que, pour le 28 février 2010 au plus tard, le Gouvernement approuve pour la première fois les listes des établissements ou implantations susceptibles de bénéficier de l'encadrement différencié;

Considérant la nécessité pour l'Administration de disposer de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique pour pouvoir établir ces listes, conformément à l'article 4 du décret précité;

Considérant dès lors la nécessité d'approuver, sans délai, le choix des variables déterminant les critères nécessaires à l'établissement de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique et la formule de calcul de l'indice composite l'exprimant;

Vu la proposition de l'équipe interuniversitaire et les justifications données par celle-ci relatives au choix des variables et à la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique, adressée le 26 mai 2010 à la Ministre chargée de l'Enseignement obligatoire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mai 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2010;

Vu l'avis 48.346/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 juin 2010, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis favorable du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement, donné le 11 juin 2010.

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le choix des variables visé à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, tel que mentionné à l'annexe 1re du présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. La formule de calcul de l'indice composite visée à l'article 3 du même décret précité, telle que mentionnée à l'annexe 2, du présent arrêté est approuvée.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 4. Le Ministre de l'Enseignement obligatoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juin 2010.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

ANNEXE 1^{re}. — RELATIVE AU CHOIX DES VARIABLES

Variable déterminant le critère « Revenu moyen par habitant » :

1. Revenu moyen par unité de consommation (REVMYOUC) (2006);

Variable déterminant le critère « Revenu médian par ménage » :

2. Revenu médian par ménage en euros (REVMED) (2006);

Variables déterminant le critère « Niveau des diplômes » :

3. Part des ménages avec enfant dont une personne au moins dispose d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur parmi les ménages avec enfants (DIPP) (2001);
4. Part des personnes ayant terminé leurs études qui disposent au moins d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur parmi les personnes ayant achevé leurs études (DIP) (2001);

Variables déterminant le critère « Confort des logements » :

5. Part des logements disposant du grand confort : logements disposant d'une cuisine d'au moins 4 m², d'un téléphone, de l'eau courante, d'une salle de bain, du chauffage central et d'une voiture/total des logements (GC) (2001);
6. Part des enfants de moins de 18 ans vivant dans un logement suroccupé (SUROCC) (2001);

Variables déterminant le critère « Taux de chômage, taux d'activité et taux de bénéficiaires du revenu mensuel minimum garanti » :

7. Taux d'activité des femmes : ensemble des femmes occupant un emploi/femmes de 30 à 60 ans (ACTF3060) (2006);
8. Taux de chômage : ensemble des demandeurs d'emploi (y compris non rémunérés) parmi les personnes présentes sur le marché du travail (CHOM) (2006);
9. Taux de bénéficiaires d'une aide du CPAS donnant lieu à un transfert fédéral (CPAS+) (2006);

Variables déterminant le critère « Activités professionnelles » :

10. Part des secteurs d'activité tertiaire NACE de bas niveau : personnes travaillant dans un secteur tertiaire de bas niveau/ensemble des personnes actives dans le tertiaire dont on connaît le secteur d'activité (NACE1) (2003);
11. Part des secteurs d'activité tertiaire NACE de haut niveau : personnes travaillant dans un secteur tertiaire de haut niveau/ensemble des personnes actives dans le tertiaire dont on connaît le secteur d'activité (NACE3) (2003);

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2010 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

ANNEXE 2. — RELATIVE A LA FORMULE DE CALCUL
DE L'INDICE SOCIO-ECONOMIQUE DE CHAQUE SECTEUR STATISTIQUE

L'indice socio-économique relatif à chaque secteur statistique se calcule grâce à la formule et au tableau 1 ci-après construit à partir des données fournies principalement par la datawarehouse de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS).

$$\text{Indice}_{\text{du Secteur statistique}} = \sum_{n=1}^{11} \frac{(\text{Valeur}_{\text{de la Variable}}_n - A_n)}{B_n} \cdot C_n$$

Dans la formule ci-dessus, établie au moyen d'une analyse en composantes principales pondérée par le nombre de jeunes de 0 à 20 ans qui habitent chaque secteur statistique,

- * n indique le numéro de la variable considérée au niveau du secteur statistique (11 variables),
- * An est la valeur moyenne de la variable pour l'ensemble des secteurs statistiques de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et de la région de langue française, pour lesquels des données étaient disponibles lors de l'élaboration de la formule,
- * Bn est la valeur de dispersion (écart-type) de la distribution des valeurs de la variable pour chacun des secteurs statistiques,
- * Cn est un coefficient qui attribue un poids à la variable et qui résulte de l'analyse en composantes principales.

Tableau 1. - Valeur des différents paramètres de la formule de calcul de l'indice relatif à chaque secteur statistique

	N	A _n	B _n	C _n
REVMED	1	17703,2142	3925,882	0,11104019
REVMOYUC	2	17893,6047	4806,93296	0,1139173
DIPP	3	71,5843648	13,4695042	0,11253799
DIP	4	51,2349219	12,8312862	0,09962166
SUROCC	5	21,4353791	15,3390148	-0,10115397
GC	6	40,2187681	15,5414237	0,11211027
NACE1	7	34,6782322	9,73004256	-0,10921173
NACE3	8	29,782118	10,0434802	0,09793261
CHOM	9	18,273972	9,93872425	-0,11457578
ACTF3060	10	56,375698	14,2996022	0,10586042
CPAS+	11	2,23186854	2,63398474	-0,09560936

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2010 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 2585

[C - 2010/29414]

17 JUNI 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en de berekeningsformule van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voortvloeiend uit artikel 4, laatste lid, van hetzelfde voornoemde decreet, dat bepaalt dat tegen 28 februari 2010 ten laatste, de Regering voor de eerste keer de lijsten met de inrichtingen of de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten, goedkeurt;

Overwegende dat het Bestuur over het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector noodzakelijk moet beschikken om deze lijsten samen te kunnen stellen, overeenkomstig artikel 4 van het voornoemde decreet;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is om, onverwijld, de keuze van de variabelen te bepalen om de criteria vast te stellen voor het opstellen van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector en de berekeningsformule van het ongelijksoortig indexcijfer dat het uitdrukt;

Gelet op het voorstel van de interuniversitaire ploeg en de verantwoordingen gegeven door deze met betrekking tot de keuze van deze variabelen en de berekeningsformule van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector, op 26 mei 2010 aan de Minister belast met het Leerplichtonderwijs gericht;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 mei 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 mei 2010;

Gelet op het advies nr. 48.346/2 van de Raad van State, gegeven op 2 juni 2010, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het gunstige advies van het Comité voor overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering, verleend op 11 juni 2010;

Gelet op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De keuze van de variabelen bedoeld bij artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, zoals vermeld in bijlage 1 bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De berekeningsformule van het ongelijksoortig indexcijfer bedoeld bij artikel 3 van hetzelfde voornoemde decreet, zoals bepaald in bijlage 2 van dit besluit, wordt goedgekeurd.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 4. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juni 2010.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2010 — 2586

[C — 2010/29417]

17 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une subvention à l'Observatoire du SIDA et des sexualités, service des Facultés universitaires Saint-Louis à titre de soutien à son programme d'activités en promotion de la santé

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, telles que modifiées;

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, tel que modifié;

Vu le décret du 17 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2010;

Considérant que la promotion de la santé constitue l'un des axes prioritaires du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant que la convention du 9 juin 2010 conclue entre l'Observatoire du SIDA et des sexualités des Facultés universitaires Saint-Louis et la Communauté française prévoit l'octroi d'une subvention et qu'il convient d'exécuter ladite convention;

Sur proposition du Ministre de la santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Une subvention de cent quatre-vingt-huit mille trente-deux euros et trente centimes (188.032,30 EUROS), à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 33.02.24, division organique 16, du budget de la Communauté française, année budgétaire 2010, est allouée à l'Observatoire du SIDA et des sexualités des Facultés universitaires Saint-Louis, boulevard du Jardin Botanique 43, à 1000 Bruxelles (compte 310-0467004-35 – code bénéficiaire 1231), à titre de soutien au programme d'activités en promotion de la santé.